

Assurance individuelle

# Mains tendues

Le marché malheureusement prometteur de la dépendance fait naître une myriade de nouveaux services et assurances

Dans un contexte de vieillissement inéluctable de sa population, la France découvre toujours plus concrètement le problème de la dépendance des personnes âgées, véritable fléau de demain que les pouvoirs publics tardent à prendre à bras-le-corps. Avec une aide financière qui ne couvre qu'une minorité des dépenses engagées par les familles, le soutien de l'État relève pour l'instant du symbole. Parallèlement, l'offre des assureurs privés s'étoffe. Des solutions technologiques, nécessitant peu d'aménagements, représentent également un appui intéressant, en attendant une réponse globale plus satisfaisante de la part du gouvernement.

A l'horizon 2060, le nombre de personnes dépendantes sera multiplié par 1,6 dans l'hypothèse la plus optimiste, ou par 2 pour les experts les plus pessimistes

Par Mathieu Neu

La dépendance est désormais un fait de société. C'est en tout cas une conclusion que l'on peut tirer de l'enquête de l'association Axa Prévention, parue en 2011, qui présente ce thème comme un sujet de débats majeur pour 94 % des personnes interrogées. Les deux tiers d'entre elles connaissent ou ont connu un proche en situation de dépendance. Même au sein des jeunes générations, la question préoccupe. Environ 40 % des moins de 35 ans estiment ce sujet très important. Les craintes relatives à la dépendance sont nombreuses. 73 % des individus redoutent la dégradation physique. Ils sont 71 % à craindre la perte de mémoire, 63 % à avoir peur de devenir une charge financière pour l'entourage. Le fléau de la solitude est dans les esprits chez 60 % des personnes interrogées. À noter que ces inquiétudes

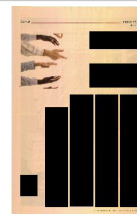
seraient décroissantes avec l'âge, les plus anciens redoutant moins l'état de dépendance.

Au-delà des peurs, la question du financement est au cœur des problématiques. Seuls 30 % des Français pensent pouvoir prendre en charge un proche dans la difficulté, et ils ne sont que 45 % à penser assumer financièrement leur propre dépendance. Bon nombre de discussions au sein de la sphère publique ont abouti à la nécessité de créer le cinquième risque de la sécurité sociale, pour répondre à ces difficultés inhérentes au vieillissement. Mais les déficits qui pèsent sur les différentes branches de la protection sociale freinent considérablement les projets. Pendant que les débats se poursuivent, l'écueil grandit. La population des plus de 75 ans sera multipliée par 2,5 entre 2000 et 2040. Elle atteindra alors plus de 10 millions de personnes. On observe que les individus gagnent en moyenne un trimestre de vie par année. "La dépendance est un problème de plus en plus important. On dénombre environ 1,2 million de personnes concernées. Dans quelques années, la barre des 2 millions de dépendants sera franchie", prévient David Dorn, directeur du marché santé, prévoyance et dépendance individuelle chez Axa France.

Le coût, pierre angulaire

## de la dépendance

L'enjeu est de taille. La Cour des comptes a relevé dès 2009 que le problème du financement restant à charge pour les familles devant assumer le coût des établissements spécialisés demeurerait entier. Un constat confirmé par une étude de l'Igas (Inspection générale des affaires sociales), qui dresse un état des lieux alarmant de la facture qui pèse sur les résidents ou les familles. Celle-ci atteint parfois les 5500 euros mensuels. Quelle que soit la nature des dépenses à prendre en compte, il existe des différences très grandes entre ces organismes. "Le montant mensuel moyen de la retraite est de 1 100 euros, alors que le coût moyen d'un hébergement est de 2200 euros par mois, rappelle Alain Bosetti, organisateur du salon des services à la personne. Un constat qui pose de vraies questions de fond." Les aides de l'État ne suffisent pas à payer la différence. Loin s'en faut. Ce sont les conseils généraux qui sont chargés de financer l'Apa (Allocation personnalisée d'autonomie), dont le montant moyen est inférieur à 500 euros par mois. Autant dire que cette tâche est synonyme de responsabilité lourde à assumer. Selon les chiffres publiés en avril 2011 par le groupe de travail sur la réforme du financement de la dépendance, le nombre d'allocataires devrait être situé



entre 1,85 million et 2,3 millions à l'horizon de 2060. Le nombre de personnes dépendantes sera multiplié par 1,6 dans l'hypothèse la plus optimiste, ou par 2 pour les experts les plus pessimistes.

Jean Claude Seys, président de l'institut Diderot, un laboratoire d'idées qui se penche sur la question de la dépendance, indique que *"L'espérance de vie moyenne dans ce type de situation est de 4 ans, voire de 7 ans pour les femmes à maladie neurologique dégénérante"*. Les coûts pour la personne ou son entourage peuvent alors largement dépasser la barre des 100000 euros. Actuellement, le risque de dépendance se réalise en moyenne à 83 ans et la durée d'un tel état est fonction de la nature des problèmes de santé. Dans le cas d'un cancer, la durée de vie, et donc de dépendance, s'élève en moyenne à un an, alors qu'elle est de 4 ans pour la maladie d'Alzheimer. Des périodes durant lesquelles la personne dépendante et ses proches devront assumer les dépenses liées à la perte d'autonomie, de l'aide ménagère à domicile au placement dans une maison de retraite spécialisée. La prise en charge repose déjà sur un système de solidarité nationale. La CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) consacre près de 20 milliards d'euros à la question de la dépendance. Dans ce contexte, la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale est souvent vue comme une suite logique. Mais certains experts estiment que cette solution est à envisager avec précaution. *"Une assurance obligatoire s'apparenterait à un nouvel impôt"*, assure Jean Claude Seys.

### Solutions privées en construction

Dans ce climat d'atermoiements de la sphère publique, les assureurs privés rivalisent d'imagination et d'investissements pour mettre sur pied des formules variées et innovantes. La plupart des groupes s'intéressent de près à la question et en font un objectif de développement majeur, à l'image d'Axa qui a lancé en 2011 le "Global Forum for Longevity", une initiative visant à encourager le partage des connaissances et la concertation autour de la longévité. Conçu comme un espace de débats et d'échanges entre chercheurs, experts et décideurs, le Global Forum for Longevity souhaite

promouvoir une vision plus positive de la longévité, en travaillant sur les opportunités qu'elle fait naître. Les campagnes d'information se multiplient. Pour toucher le plus grand nombre, le groupe Axa n'a pas hésité à parier sur un humour décalé, avec son message *"Apprenez à éviter les coups de vieux"*, lancé en octobre 2012 et agrémenté de vidéos cocasses. La transparence des différentes formules proposées est un point particulièrement important à étudier. *"Le principal reproche fait à ces types de contrat porte sur l'opacité que l'on peut rencontrer. Il faut veiller à faire un maximum d'efforts sur ce plan"*, souligne David Dorn. La question du prix pose également problème. *"Nous proposons le remboursement de l'intégralité des primes, en cas de décès de la personne en bonne santé". Cette option rencontre un franc succès. Elle est souscrite dans la moitié de nos contrats"*, poursuit-il.

Les assureurs n'oublient pas de tenir compte, au sein de leurs offres, du soutien aux aidants. Le fait d'aider un parent dépendant peut avoir de lourdes répercussions sur la vie des proches. Entre les problèmes d'argent, de stress, de santé, ou les conséquences sur le travail, les risques ne manquent pas. Certains contrats collectifs souscrits auprès d'un employeur apportent à l'assuré un petit capital lorsque la dépendance du parent survient. Un coup de pouce financier généralement bienvenu pour réaliser des aménagements dans l'habitat ou payer des frais de déplacement. Mais l'aide financière ne serait pas l'attente première des salariés aidants, si l'on en croit certains sondages. Un constat qui a conduit Axa à proposer une aide aux démarches à entreprendre, qui inclut un soutien psychologique, la mise en place d'un bilan de vie ou la prise en charge par un conseiller dédié. Le but est d'aider l'aidant à concilier vie familiale, contraintes professionnelles et soutien apporté à la personne dépendante. De son côté, Allianz a lancé un site participatif proposant toute l'information relative à la dépendance. On y trouve une multitude de données sur les services disponibles, l'aménagement de l'habitat ou encore les dispositifs de prise en charge. Des témoignages de professionnels et de particuliers sont aussi destinés à épauler les aidants dans cette épreuve. D'autres acteurs comme la Macif ont lancé des solutions pour

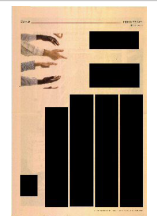
mieux guider et soutenir les proches. Pour David Dorn, *"la détresse des familles est au moins aussi importante que le financement de la dépendance. C'est un aspect à ne pas négliger. C'est pourquoi notre offre Entour'âge offre une palette de services très étendue pour l'assuré en situation de dépendance, ou même en amont, s'il est amené à devenir à un moment aidant de ses parents dépendants"*.

### L'aubaine des nouvelles technologies

Chaque année, ce sont 80000 personnes supplémentaires qui subissent une perte d'autonomie. Face à ce fléau, les pouvoirs publics voient dans le maintien à domicile des personnes



Bon nombre d'innovations, tel un large panel de robots personnels, permettent de rendre le domicile plus sûr et plus confortable sans impliquer des travaux d'aménagements colossaux dépendants un moyen de limiter la croissance des coûts, et se tournent à la fois vers les innovations technologiques et l'évolution des prestations des structures de services à la personne pour faciliter la vie dans un logement qui est rarement adapté aux contraintes du vieillissement. Une opportunité pour de nombreux acteurs. Conscient des possibilités dans ce domaine, le salon des services à la personne a mis sur pied la présentation de "la Maison du Futur" lors de l'événement. Une idée motivée par trois objectifs: rendre l'habitat plus sûr pour toute la famille, faciliter la vie



des personnes âgées ou dépendantes qui souhaitent rester chez elles, et leur permettre d'être facilement en contact avec leurs proches et le monde extérieur. Les technologies domotiques, les objets connectés à Internet, l'aide à l'autonomie, les interfaces gestuelles, la robotique personnelle forment autant de domaines innovants qui facilitent le quotidien au domicile. Intervox, un système intercommunicant domotique, promet, grâce à des terminaux de téléassistance, d'assurer la sécurité et de favoriser la qualité de vie des personnes fragilisées, âgées ou dépendantes. Suite à un appel d'urgence volontaire, consécutif à une chute par exemple, ou automatique, provoqué par une détection de fumée, un plateau de téléassistance est prévenu, et des actions domotiques sont déclenchées localement et automatiquement au sein du logement dans un souci de sécurité. Un tel système coûte de 6 à 50 euros par mois en fonction des services demandés. Autre innovation: le fauteuil roulant TopChair, seul équipement de ce type disponible en France, capable de franchir des obstacles et escaliers en toute autonomie, sans assistance ni installation d'une structure fixe. Il peut franchir différents types d'escaliers droits, en bois, métal, ou ciment, avec des marches hautes de 20 centimètres et une pente d'une incli-

raison de 35 degrés. Pour garantir un confort maximal, un système breveté maintient automatiquement l'assise en position horizontale dans les phases de montée et de descente d'obstacles, ainsi que sur la route. L'appareil est commercialisé depuis 2008 à un prix de 13500 euros, avec une prise en charge par l'assurance-maladie qui s'élève à 5187 euros. Cette invention est agréée par le Cerah (Centre d'études et de recherche sur l'appareillage des handicapés) et la HAS (Haute autorité de la santé).

Si les investissements peuvent parfois être coûteux, bon nombre d'innovations, tel un large panel de robots personnels, permettent de rendre le domicile plus sûr et plus confortable sans impliquer des travaux d'aménagements colossaux. Pour David Dorn, "les nouvelles technologies constituent l'une des clés face aux problèmes croissants de la dépendance". Il précise que "l'une des nouveautés récentes consiste à mobiliser les services d'un ergothérapeute, pour adapter au mieux la maison lorsque la personne reste à domicile". Pour Alain Bosetti, "les avancées technologiques constituent une réponse supplémentaire pour faciliter la gestion de la dépendance. Il est intéressant de les intégrer toujours plus dans les formules proposées aux familles".

Entre le maintien à domicile impliquant des aménagements parfois

d'envergure, et l'intégration d'une résidence spécialisée, des solutions intermédiaires voient également le jour. "Nous proposons systématiquement des garanties pour les situations de dépendance partielle, ce qui nous démarque de la concurrence qui offre principalement des solutions limitées à la dépendance totale" explique David Dorn. L'hébergement partiel dans des établissements spécialisés est une option qui se développe. "Dans le cas d'un assuré qui reste à domicile, nous venons aussi soulager son aidant lorsqu'il est momentanément incapable d'assumer sa charge auprès de la personne dépendante pour des raisons médicales ou en cas d'épuisement psychologique. Nous organisons et prenons alors en charge l'intervention d'un auxiliaire de vie ou le placement temporaire en établissement spécialisé pour donner un répit à l'aidant" poursuit-il. L'hébergement total est par ailleurs un mode de vie qui a besoin d'être apprivoisé. C'est pourquoi Axa propose une aide à l'hébergement en établissement d'accueil. "Nous nous engageons à faire bénéficier l'assuré des priorités d'accès que nous avons négociées auprès de certains établissements. Nous organisons et prenons en charge le déplacement de l'assuré, ainsi que celui de son aidant qui souhaite lui rendre visite dans l'établissement d'accueil" explique David Dorn. ■